

par le député sont des documents de travail internes que préparent les fonctionnaires pour les ministres et, cela étant, on les estime confidentiels. J'espère donc que le député voudra bien retirer sa motion.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, j'aimerais qu'elle soit reportée à l'ordre du jour. Le raisonnement du ministre n'est pas très convaincant.

M. l'Orateur: La motion est reportée à l'ordre du jour.

LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LA TAXE DE VENTE

Motion n° 176—**M. Saltsman:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tous les rapports, exposés ou études du ministère de la Consommation et des Corporations, qui portent sur la suppression de la taxe de vente fédérale sur les produits pharmaceutiques et les médicaments.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, les rapports, exposés ou études dont le député parle dans sa motion consistent en feuilles de travail et mémoires rédigés à l'usage interne du ministère. Comme tels, ce sont des documents privilégiés. Je demanderais donc au député de retirer sa motion.

M. Saltsman: Qu'elle soit reportée à l'ordre du jour, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: La motion est reportée à l'ordre du jour.

LE RAPPORT DU COMITÉ D'ÉTUDE DES EAUX

Motion n° 182—**M. Harding:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport du comité interministériel de l'eau, dont parle le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à la page 468 du *hansard* du 4 novembre 1969.

M. R. J. Orange (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, au sujet de la motion du député, j'aimerais signaler qu'aucun rapport n'est encore disponible du fait que le comité interministériel de l'eau n'a pas encore terminé son travail sur la pollution de l'eau par l'addition de phosphates. Comme le ministre l'a déclaré à la Chambre des communes le 4 novembre, il doit recevoir du comité, pour les soumettre à l'examen du cabinet, des recommandations sur les mesures appropriées que le gouvernement fédéral pourrait prendre à cet égard. Je demanderais donc au député de retirer sa motion.

M. Harding: Monsieur l'Orateur, je retire ma motion maintenant mais je la présenterai de nouveau lorsqu'on aura reçu le rapport.

M. l'Orateur: La motion est retirée.

(L'ordre est annulé et la motion est retirée.)

LES RÈGLEMENTS DE CHASSE ET DE PÊCHE ET LES INDIENS

Motion n° 243—**M. Howard (Skeena):**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport présenté par le comité interministériel dont la création a été annoncée le 29 mars 1965 et portant sur les lois relatives à la pêche et à la chasse en ce qui concerne les Indiens du Canada.

M. Russell C. Honey (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, comme l'a déclaré le ministre à la Chambre le 6 novembre 1968 en réponse à une motion identique présentée par l'honorable député, le rapport traite de documents de caractère confidentiel et ne peut donc être déposé à la Chambre. Je demanderais donc à l'honorable député de retirer sa motion.

M. Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, cette demande et l'attitude adoptée plus tôt par le gouvernement au sujet des diapositives en couleur, tout cela nous montre combien le gouvernement est fourbe et hypocrite quand il s'agit de donner des renseignements.

M. l'Orateur: La motion va-t-elle être retirée ou reportée à l'ordre du jour?

M. Howard (Skeena): Non, monsieur l'Orateur, je ne la retirerai pas. Je veux qu'on la reporte à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: La motion est reportée à l'ordre du jour.

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LES PRÉVISIONS DE HAUSSES POUR 1970

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je suis ravi que le ministre des Finances soit ici en chair et en os et non simplement sur une diapositive...

L'hon. M. Benson: En personne et en couleurs.

L'hon. M. Stanfield: ...quoique je puisse peut-être obtenir autant de renseignements de la diapositive. Je voudrais lui poser une question à laquelle le premier ministre suppléant